

Veille Economique

*Une veille informationnelle au service
de l'intelligence territoriale*

**DEUXIEME
ÉDITION
Septembre 2025**

 Hay Al Qods B.P 413

 +212 536500697

 www.ccis-oriental.ma

 Nador Quartier administrative
Rue Caid Ahmed Arrifi B.P 37

 +212 536603549

 ccis-oriental@outlook.fr

 <https://www.facebook.com/ccisdeloriental>

Veille Economique

Une veille informationnelle au service de l'intelligence territoriale

Dans un contexte mondial marqué par des transformations rapides et profondes, la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de l'Oriental (CCISO) poursuit son engagement en faveur d'une information économique fiable et utile, au service des décideurs publics, des opérateurs privés et de l'ensemble des acteurs régionaux.

Cette deuxième édition met en lumière les projets et initiatives qui transforment l'Oriental : infrastructures logistiques et énergétiques, innovation numérique et scientifique, développement industriel et touristique, et stratégies favorisant l'inclusion et la compétitivité territoriale. Ces dynamiques sont autant de leviers pour renforcer l'attractivité régionale et consolider la place du Maroc comme hub économique et industriel à l'échelle africaine et méditerranéenne.



La CCISO se positionne ainsi comme un acteur clé de l'intelligence économique régionale, en fournissant aux acteurs économiques et institutionnels des analyses et des informations essentielles pour orienter leurs choix stratégiques et saisir les opportunités de croissance et d'investissement.

Cette veille s'inscrit dans une vision prospective : accompagner l'Oriental vers une croissance durable, innovante et inclusive, en cohérence avec les objectifs nationaux et les grandes ambitions à l'horizon 2030.

Par cette publication, la CCISO confirme son rôle de catalyseur pour le développement économique et la valorisation des potentialités de la région, au service des acteurs publics, privés et institutionnels.

Abdelhafid AL JARROUDI
Président de la Chambre de Commerce, d'Industrie
et de Services de l'Oriental

Sommaire :

- Sécurité hydrique et développement durable : les axes prioritaires de la stratégie nationale fixés par Sa Majesté le Roi 4
- Investissements stratégiques : l'Oriental bénéficie d'un projet validé par la 8^e Commission nationale des investissements 5
- Assises nationales de l'IA : le Maroc définit une stratégie numérique souveraine et inclusive 6
- Nador accueille l'Institut Al-Jazari : un futur pôle régional d'intelligence artificielle et d'innovation 7
- L'ONCF lance la liaison ferroviaire Selouane – Nador West Med 8
- Le Maroc renforce sa souveraineté énergétique : Lancement du terminal de gaz naturel liquéfié à Nador West Med 9
- Infrastructures stratégiques : l'Oriental renforce sa connectivité et sa compétitivité 10
- Financement : TAMWILCOM et FINEA élargissent leur partenariat en faveur des TPME 11
- Stratégie nationale pour l'emploi : pilotage rapproché sous l'égide du Chef du Gouvernement 12
- Logistique : digitalisation du manifeste de fret pour un écosystème plus performant 13
- ASMEX 2025 : cap sur l'Afrique, la digitalisation et l'intelligence économique 14
- Tourisme : extension du programme Go Siyaha pour stimuler l'investissement 15
- Office des changes : cap sur l'agilité et la modernité institutionnelle 16
- Industrie : les normes techniques au cœur de la compétitivité (FENELEC Meeting Day 2025) 17
- Économie nationale : le Maroc confirme son rôle de moteur régional de croissance et d'innovation 18
- Tourisme : le Maroc franchit un nouveau cap avec des performances records en 2025 19
- Projet de Loi de Finances 2026 : quatre priorités majeures qui tracent les contours d'une nouvelle étape 20

Sécurité hydrique et développement durable : les axes prioritaires de la stratégie nationale fixés par Sa Majesté le Roi

Discours du Trône 2025 : Sa Majesté le Roi Mohammed VI, place la question de l'eau au cœur des priorités nationales

À l'occasion du 25ème anniversaire de Son accession au Trône, Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a adressé un discours à la Nation, lundi 29 juillet 2025 depuis Tétouan.

Le Souverain a mis en lumière les acquis réalisés durant les deux dernières décennies, tout en soulignant les défis majeurs auxquels le Royaume est confronté, en particulier la problématique de l'eau, considérée comme un enjeu stratégique pour l'avenir économique et social du pays.

L'eau, un défi crucial pour la sécurité nationale et la croissance économique

Face à six années consécutives de sécheresse, à l'impact du changement climatique et à l'augmentation constante de la demande, la situation hydrique nationale appelle des réponses rapides, structurantes et innovantes. Sa Majesté le Roi a insisté sur l'urgence d'accélérer la mise en œuvre du Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation 2020-2027, qui a déjà permis d'atténuer les effets de la crise, mais qui doit être renforcé et actualisé pour répondre aux besoins futurs.

Le Souverain a fixé un objectif clair : garantir l'accès à l'eau potable pour tous les citoyens et couvrir au moins 80 % des besoins d'irrigation à l'échelle nationale. Cette vision implique la poursuite du programme de construction des barrages, l'accélération des projets de transfert d'eau entre bassins hydrauliques, ainsi que la mise en service de stations de dessalement alimentées en énergies renouvelables.



Les grands projets structurants, leviers de développement durable

Parmi les projets phares cités figure la station de dessalement de Casablanca, appelée à devenir la plus grande en Afrique et la deuxième au monde alimentée à 100 % par l'énergie propre. Ces infrastructures permettront non seulement de sécuriser l'approvisionnement en eau potable, mais aussi de soutenir des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'industrie et le tourisme, renforçant ainsi la sécurité alimentaire et la compétitivité économique du Maroc.

Le Roi a également appelé au développement d'une industrie nationale du dessalement de l'eau, à la création de filières de formation spécialisées et à l'encouragement de l'émergence d'entreprises marocaines compétentes dans la conception, la réalisation et l'entretien de ces stations.

Gestion rationnelle et responsabilité partagée

Au-delà de l'effort d'investissement, le Souverain a mis l'accent sur la nécessité de lutter contre le gaspillage et les usages abusifs de l'eau, en appelant à une responsabilisation collective : autorités publiques, acteurs économiques et citoyens.

Il a également insisté sur la cohérence entre la politique hydrique et la politique agricole, notamment en période de pénurie, ainsi que sur l'importance de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'innovation technologique

Eau et développement régional

Dans les provinces du Sud, les stations de dessalement déjà opérationnelles ont eu un impact tangible sur le développement socio-économique. Le Roi a annoncé l'extension de la station de Dakhla et l'augmentation des capacités d'autres installations afin de répondre aux besoins locaux et d'accompagner les dynamiques agricoles, industrielles et touristiques.

Un discours à forte portée stratégique

En plaçant la question de l'eau au centre de Son discours, Sa Majesté le Roi rappelle que la gestion durable de cette ressource vitale conditionne non seulement la stabilité sociale, mais aussi la prospérité économique du Maroc. Les projets annoncés constituent autant de leviers pour renforcer la résilience nationale, garantir la sécurité hydrique et soutenir une croissance inclusive et durable.

Investissements stratégiques: l'Oriental bénéficie d'un projet validé par la 8^e Commission nationale des investissements

L'Oriental se voit attribuer un projet d'envergure, parmi cinq reconnus d'intérêt stratégique, marquant une nouvelle ère pour le développement régional.

Sous la présidence du Chef du Gouvernement, M. Aziz Akhannouch, la 8^{ème} Commission Nationale des Investissements (CNI) s'est réunie le 26 juin 2025 à Rabat pour examiner une nouvelle série de projets dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle Charte de l'Investissement. Au total, 47 projets ont été approuvés pour un montant global de 51 milliards de dirhams, avec à la clé la création de près de 17 000 emplois, dont 9 000 directs et 8 000 indirects, répartis sur 23 provinces et préfectures à travers 10 régions du Royaume.

Un portefeuille diversifié d'investissements

Les projets validés concernent 36 conventions et 11 avenants, couvrant une vingtaine de secteurs stratégiques tels que : l'industrie automobile, l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire, la métallurgie, l'énergie, le tourisme, la logistique, et l'outsourcing.

Le secteur automobile arrive en tête en termes de création d'emplois, représentant 54 % des postes générés, suivi par l'outsourcing (9 %) et le tourisme (8 %).

Cinq projets stratégiques, dont un pour la Région de l'Oriental

La Commission a également accordé le statut de projet stratégique à cinq investissements structurants dans les secteurs de l'automobile, de la métallurgie, du textile et de la chimie. Ces projets d'envergure seront implantés dans les régions de Casablanca-Settat, Fès-Meknès, Rabat-Salé-Kénitra, Souss-Massa, ainsi que l'Oriental.



Une reconnaissance stratégique pour une région en pleine mutation

Un projet stratégique pour l'Oriental

Parmi ces initiatives majeures, la Région de l'Oriental bénéficiera d'un projet stratégique à fort impact, qui viendra renforcer son attractivité économique et stimuler la création d'emplois locaux, tout en s'inscrivant dans les objectifs de développement territorial équitable. Bien que les détails spécifiques du projet ne soient pas encore dévoilés, son inscription parmi les investissements qualifiés de «stratégiques» par la CNI témoigne de son importance nationale et de sa valeur ajoutée pour l'économie régionale.

Une dernière réunion avant un nouveau cap

Il est à noter que cette 8^{ème} session de la CNI est la dernière à examiner les projets d'un montant inférieur à 250 millions de dirhams. À l'avenir, ces projets seront traités par les commissions régionales de l'investissement, conformément à l'approche de décentralisation et de simplification impulsée par la nouvelle Charte de l'Investissement.

Assises nationales de l'IA : le Maroc définit une stratégie numérique souveraine et inclusive

Un tournant stratégique pour la compétitivité numérique du Maroc

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la première édition des Assises nationales de l'intelligence artificielle s'est tenue les 1er et 2 juillet 2025 à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) de Rabat. Placée sous le thème « Une stratégie IA efficiente et éthique au service de notre société », cette rencontre a réuni responsables gouvernementaux, experts nationaux et internationaux ainsi que de nombreux partenaires institutionnels. Objectif : jeter les bases d'une stratégie nationale ambitieuse, adaptée aux priorités du Royaume et ouverte sur le monde.

L'éducation numérique au cœur des priorités

Un mémorandum a été signé entre le ministère de la Transition numérique et celui de l'Éducation nationale, visant à introduire les technologies digitales dans les classes marocaines. Il prévoit le développement de contenus pédagogiques numériques et la montée en compétences des enseignants et élèves, renforçant ainsi la qualité et la modernité du système éducatif.

Inclusion rurale : le digital au service de l'agriculture

Un protocole d'accord conclu avec le Crédit Agricole du Maroc facilitera l'accès des TPE agricoles aux services numériques. Des relais digitaux et dispositifs d'accompagnement seront déployés dans les zones rurales afin de stimuler l'innovation et l'inclusion économique dans le monde agricole.

Des investissements numériques au service de la compétitivité nationale

Souveraineté numérique et infrastructures de données

Un accord a été signé avec l'UM6P pour la construction de data centers nouvelle génération, durables et souverains, visant à renforcer la capacité nationale en matière de gestion éthique et performante des données.

Synergie entre numérique et transition énergétique

Le ministère de la Transition énergétique a conclu un protocole pour développer des centres de données écologiques fonctionnant aux énergies renouvelables. Cette initiative s'inscrit dans une logique d'économie circulaire et d'infrastructures durables.

Coopération internationale et inclusion numérique

Le PNUD a rejoint l'initiative pour soutenir la place du Maroc en tant que leader régional de la transformation numérique inclusive, notamment en Afrique. Par ailleurs, avec l'Organisation de coopération numérique, des projets phares comme "We-Elevate" et

Emploi : l'IA comme outil d'insertion et de reconversion

Avec le ministère de l'Inclusion économique et de l'Emploi, un partenariat a été établi pour développer des plateformes d'analyse du marché du travail, encourager la reconversion professionnelle via l'IA et accompagner les TPME dans leur transition digitale.

Nador accueille l'Institut Al-Jazari

Un Centre d'excellence en intelligence artificielle verra le jour à Nador. Consacré à la recherche, la formation et l'innovation, il représente un levier stratégique pour le développement scientifique et économique de la région.



"Green Cloud Morocco" verront le jour pour renforcer l'accès des PME au e-commerce mondial et promouvoir des data centers verts.

Vers une gouvernance mondiale de l'IA

Enfin, une déclaration d'intention a été signée avec l'initiative internationale Current AI afin de promouvoir une intelligence artificielle éthique, inclusive et sécurisée. Des projets pilotes porteront sur la santé, la diversité linguistique et la gouvernance numérique.

Une première édition réussie et porteuse d'avenir

Ces Assises marquent une étape décisive dans la construction d'une stratégie nationale de l'intelligence artificielle. En plaçant l'innovation, l'éthique et l'inclusion au cœur de sa démarche, le Maroc affirme sa volonté de bâtir une souveraineté numérique durable et de se positionner comme un acteur régional incontournable de la transformation digitale.

Nador accueille l'Institut Al-Jazari : un futur pôle régional d'intelligence artificielle et d'innovation

Une réponse technologique aux enjeux économiques et environnementaux de l'Oriental

La ville de Nador accueillera prochainement un projet structurant dédié au développement numérique et scientifique de la région. Un protocole d'accord a été conclu entre M. Mohamed Bouarourou, Président de la Région de l'Oriental, Mme Amel El Fellah Seghrouchni, Ministre de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration, et M. Aziz Dine Elmidaoui, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation. Cet accord porte sur la création du Centre d'excellence "Institut Al-Jazari", annoncé lors des premières Assises nationales de l'Intelligence Artificielle (IA), organisées les 1er et 2 juillet 2025 à l'UM6P de Rabat, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Un centre dédié à l'innovation technologique et à la recherche appliquée

L'Institut Al-Jazari se veut une structure pionnière en matière de recherche, de formation et d'innovation. Il a pour mission de convertir les résultats scientifiques en solutions concrètes et commercialisables, en particulier pour les start-ups, les PME et les grandes entreprises technologiques. Le centre jouera également un rôle moteur dans la valorisation des compétences locales et la transformation de la recherche en applications à fort impact économique.

Répondre aux défis spécifiques de la région

Le projet vise à adapter la recherche scientifique aux enjeux territoriaux de l'Oriental, en tenant compte des problématiques liées au climat, à la gestion des ressources naturelles, au développement agricole, au tourisme et à l'énergie. À travers des technologies adaptées, l'Institut ambitionne d'apporter des réponses innovantes aux besoins économiques et sociaux spécifiques à la région.



Un tremplin pour les start-ups et l'entrepreneuriat technologique

Une plateforme de soutien aux entreprises innovantes

Le centre encouragera l'émergence de jeunes entreprises innovantes, en leur offrant un accompagnement technologique et des formations certifiantes de haut niveau. Ce pôle d'excellence facilitera également les liens entre l'enseignement supérieur, la recherche et l'industrie, dans une logique d'écosystème intégré.

L'intelligence artificielle au cœur des secteurs stratégiques

Le développement de l'Institut s'articulera autour de l'intégration de l'intelligence artificielle dans les filières clés de la région :

- Agriculture intelligente (optimisation des ressources et des rendements),

- Énergies renouvelables (efficacité énergétique et stockage intelligent),
- Tourisme digitalisé,
- Économie bleue,
- Technologies de la santé (accès amélioré aux soins via les solutions numériques).

Un levier pour la croissance inclusive et durable

Ce projet incarne une volonté forte de faire de la Région de l'Oriental un acteur incontournable de la transformation numérique nationale, tout en créant de nouvelles opportunités économiques. Il contribuera à une croissance inclusive, fondée sur le savoir, l'innovation et l'investissement dans la jeunesse.



L'ONCF lance la liaison ferroviaire Selouane – Nador West Med

Une infrastructure clé pour soutenir l'essor logistique et industriel du Nord-Est marocain

L'Office national des chemins de fer (ONCF) franchit une nouvelle étape dans le développement de la connectivité logistique nationale en lançant les travaux d'un tronçon stratégique de la future liaison ferroviaire vers le port de Nador West Med. Ce projet, estimé à 606 millions de dirhams, s'inscrit dans la stratégie marocaine de développement des infrastructures intermodales, visant à renforcer l'intégration territoriale et la compétitivité logistique.

Une connexion vitale pour le port de Nador West Med

La future ligne reliera la commune de Selouane au port en construction, avec pour objectif d'assurer une fluidité optimale du transport de marchandises entre les zones industrielles de l'intérieur du pays et cette plateforme portuaire à vocation internationale. Le chantier, dont la durée d'exécution est fixée

à vingt mois (dont trois mois de préparation), concerne un segment situé entre les PK -3+500 et PK 4+700.

Les travaux incluent :

La construction de la ligne ferroviaire, la réalisation d'un viaduc, l'aménagement d'une gare de triage et de sa plateforme, la mise en place des rétablissements de communication, et le traitement des sols pour garantir la stabilité du remblai, notamment aux abords du port.



Un projet structurant pour l'Oriental et une emprise foncière maîtrisée

Pour garantir la faisabilité du chantier, l'ONCF a obtenu l'autorisation d'occuper 40 terrains situés à Selouane et El Aroui, moyennant une indemnisation de 89 millions de dirhams. Cette sécurisation foncière, souvent un facteur critique dans les grands projets d'infrastructure, permet d'éviter toute interruption dans l'exécution des ouvrages.

Un projet structurant pour la région de l'Oriental

Pensée comme un levier majeur de transformation économique pour la région, la liaison ferroviaire vers Nador

West Med s'inscrit dans une vision nationale de logistique intégrée et durable. En dotant le port d'une connexion ferroviaire aux standards internationaux, le Royaume entend renforcer l'attractivité industrielle de l'Oriental et soutenir une croissance équilibrée entre les territoires.

Ce projet s'ajoute à une série d'initiatives visant à arrimer les grands ports marocains aux zones de production, dans une logique d'interconnexion intelligente et de réponse aux exigences croissantes du commerce mondial.

Le Maroc renforce sa souveraineté énergétique : Lancement du terminal de gaz naturel liquéfié à Nador West Med

Nador West Med : un terminal GNL pour transformer la stratégie énergétique nationale

Le Maroc franchit une étape décisive dans sa transition énergétique avec le lancement officiel du projet de terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) à Nador West Med. Annoncé par la ministre de la Transition énergétique, Mme Leila Benali, le projet entre désormais dans une phase opérationnelle, marquée par le lancement imminent d'un Appel à Manifestation d'Intérêt. Cette infrastructure est appelée à jouer un rôle clé dans la sécurisation des approvisionnements gaziers du Royaume, tout en soutenant le développement industriel et la diversification énergétique du pays.

Le terminal de Nador comprendra une unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU), qui sera installée dans les eaux profondes du port stratégique de Nador West Med. Relié au Gazoduc Maghreb-Europe (GME), ce terminal permettra d'importer jusqu'à 0,5 milliard de mètres cubes de

gaz par an, en provenance d'Espagne. Cette capacité pourrait évoluer pour accompagner la croissance des besoins énergétiques du Maroc.

À terme, les besoins nationaux en gaz devraient atteindre 8 milliards de mètres cubes (bcm) à l'horizon 2027, contre seulement 1 bcm actuellement. Ce bond spectaculaire justifie l'urgence de mettre en place une infrastructure gazière robuste, à la fois nationale et régionale



Une infrastructure connectée aux zones industrielles stratégiques

Le terminal de Nador sera directement connecté aux grandes zones industrielles du nord-ouest du pays, notamment celles de Mohammedia et Kénitra. Cette interconnexion vise à créer des synergies entre le secteur énergétique et le tissu industriel marocain, en facilitant l'accès à une énergie propre, compétitive et stable. Ce projet favorisera également l'émergence de nouvelles chaînes de valeur, tout en stimulant l'investissement privé dans les secteurs manufacturiers et logistiques.

Une vision à long terme : vers l'indépendance énergétique

En parallèle du terminal de Nador, deux autres projets de terminaux GNL sont prévus à l'horizon 2027, à Mohammedia ou Jorf Lasfar, ainsi qu'à Dakhla. Ce dernier sera connecté au gazoduc Nigeria-Maroc, un projet d'envergure qui s'étendra sur 6 800 km, dont 5 100 km offshore, pour un coût estimé à 25 milliards de dollars. Le pipeline, soutenu par la CEDEAO (ECOWAS), ambitionne de relier le Maroc aux champs gaziers

d'Afrique de l'Ouest, avec un potentiel d'approvisionnement régional et continental.

Une ambition verte : 52 % d'énergies renouvelables d'ici 2030

Ce développement gazier s'inscrit dans une vision globale de transition énergétique. Le Maroc ambitionne de porter la part des énergies renouvelables à 52 % de sa capacité installée totale d'ici 2030, contre 45 % actuellement. L'apport du gaz naturel est perçu comme un levier de flexibilité permettant de soutenir cette transition tout en assurant la stabilité du réseau électrique national.

Un investissement structurant pour l'économie nationale

L'investissement global estimé pour la première phase du terminal de Nador s'inscrit dans un programme de 6 milliards de dollars dédié à la construction des trois terminaux et au renforcement des infrastructures de transport. Ces projets créent un cadre favorable à l'investissement privé, au développement industriel régional, et à l'emploi local, notamment dans la région de l'Oriental.

Infrastructures stratégiques : l'Oriental renforce sa connectivité et sa compétitivité

Autoroute Guercif-Nador : un projet structurant en phase avancée

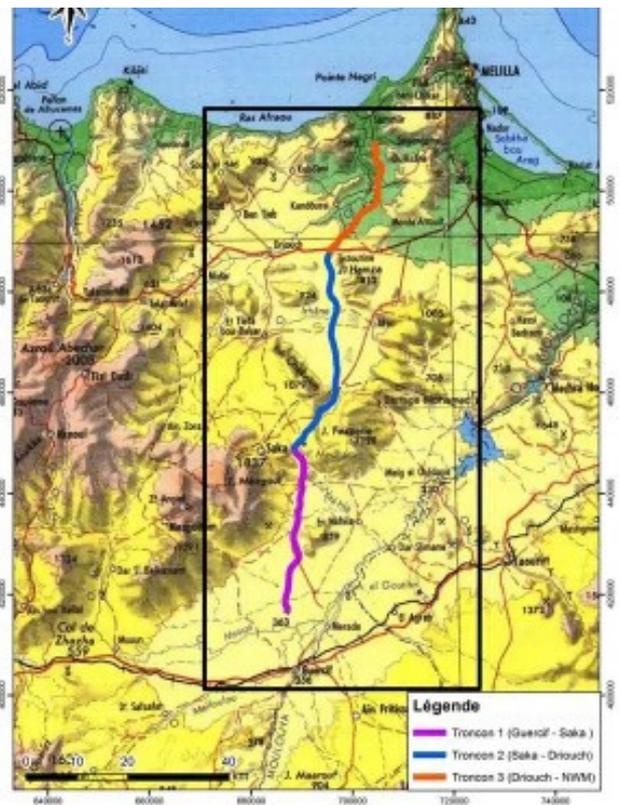
Les travaux de l'autoroute reliant Guercif à Nador progressent de manière notable, en particulier au niveau de la province de Driouch. Ce projet structurant, d'une longueur totale de 105 km et d'un coût actualisé de 7,9 milliards de dirhams, vise à relier le futur complexe industrialo-portuaire Nador West Med au réseau autoroutier national.

Un chantier structuré en trois tronçons

Le troisième tronçon (27 km) a déjà atteint 50 % d'avancement, avec une mise en service prévue pour l'été prochain. Les tronçons restants sont en cours de lancement, soutenus par la libération foncière complète des terrains nécessaires.

Un levier de transformation économique et sociale

Selon les responsables locaux, cette infrastructure constitue un levier structurant pour transformer durablement la dynamique économique et sociale de la région de l'Oriental. En renforçant la connectivité et en soutenant les grands projets d'investissement, l'autoroute Guercif-Nador contribuera à positionner l'Oriental comme un acteur majeur dans les chaînes logistiques et industrielles nationales et internationales.



Pont Oued Kert : levier logistique pour le port Nador West Med

Parallèlement, un projet d'infrastructure stratégique est en cours à l'entrée du port Nador West Med, sur la route nationale n°16, avec la construction du pont Oued Kert. Ce chantier vise à faciliter l'accès des poids lourds et à améliorer la fluidité du trafic routier, renforçant ainsi les capacités logistiques de la région.

Caractéristiques techniques et rôle stratégique

Le pont, long de 324 mètres et reposant sur 8 appuis transversaux à des hauteurs comprises entre 16 et 27 mètres, offre robustesse et capacité à absorber un trafic intense. Il est conçu pour devenir un levier logistique essentiel, soutenant les chaînes d'approvisionnement et les exportations aux niveaux régional, national et international.

Un levier pour la compétitivité régionale

Intégré dans le plan global de développement des infrastructures de l'Oriental, ce pont constitue une pièce maîtresse de la stratégie de valorisation du port Nador West Med.

À terme, le pont Oued Kert, renforcera le rôle du port comme hub majeur du commerce et de la logistique dans le nord du Maroc.



Financement : TAMWILCOM et FINEA élargissent leur partenariat en faveur des TPME

Un levier stratégique pour accompagner l'entrepreneuriat et bâtir un écosystème favorable à une croissance inclusive et durable

Dans le cadre de leur engagement en faveur du renforcement de l'accès au financement pour les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), la Société Nationale de Garantie et de Financement de l'Entreprise (TAMWILCOM) et Finéa, filiale du Groupe CDG, ont signé une nouvelle convention de partenariat destinée à accompagner les entreprises attributaires de marchés publics.

Paraphée par M. Said Jabrani, directeur général de TAMWILCOM, et M. Mohammed Belmaachi, directeur général de Finéa, cette convention porte sur la garantie des lignes de financement à moyen et long terme, ciblant les entreprises privées titulaires de marchés publics. Elle vient compléter le premier accord conclu en août 2023, qui portait exclusivement sur les lignes de financement à court terme.



Une coopération élargie au service du développement économique

Vers un accompagnement renforcé des TPME à travers une synergie institutionnelle en matière de financement public

Cette nouvelle étape du partenariat marque une volonté commune d'offrir des solutions de financement plus complètes, adaptées et accessibles, en particulier aux TPME évoluant dans le cadre des marchés publics. Elle traduit également l'importance de la synergie entre institutions financières publiques dans l'implémentation de dispositifs de soutien efficaces.

Un partenariat au service de la croissance inclusive des TPME et de la dynamisation de l'entrepreneuriat national

En conjuguant leurs efforts, TAMWILCOM et Finéa visent à stimuler la compétitivité des TPME, tout en facilitant leur accès aux ressources nécessaires pour honorer leurs engagements contractuels et développer leurs activités sur le moyen et long terme.

Stratégie nationale pour l'emploi : pilotage rapproché sous l'égide du Chef du Gouvernement

Création d'emplois : le Gouvernement intensifie la coordination des actions sectorielles

Dans le cadre du pilotage stratégique de la politique nationale de l'emploi, le Chef du Gouvernement, M. Aziz Akhannouch, a présidé, mardi 8 juillet 2025 à Rabat, une réunion de haut niveau consacrée à l'état d'avancement de la feuille de route pour l'emploi. Ont pris part à cette séance de travail plusieurs membres du gouvernement, des partenaires institutionnels ainsi que des représentants d'organismes publics et privés engagés dans la promotion de l'emploi.



Cette rencontre s'inscrit dans une série de réunions mensuelles de coordination, instaurées dans une logique de suivi rapproché et d'évaluation continue. Elle a permis de faire le point sur les progrès enregistrés au niveau sectoriel et de réaffirmer les priorités d'une stratégie nationale inclusive, orientée vers l'impact et la création d'emplois durables.

Au cœur des discussions figuraient plusieurs axes structurants, notamment la convergence des politiques publiques en matière d'emploi, la mobilisation accrue du secteur privé à travers la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), ainsi que le renforcement de la coordination entre les différents acteurs institutionnels. L'objectif affirmé est clair : accélérer la dynamique de création d'emplois, en particulier au profit des jeunes, des femmes et des personnes sans qualification, et ce, sur l'ensemble du territoire national.

Renforcement de l'appui aux TPME et valorisation des investissements publics à fort potentiel d'emploi

Soutien aux TPME et valorisation des grands chantiers publics comme leviers de création d'emplois

Parmi les leviers identifiés, l'accent a été mis sur l'amélioration de l'accès des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) aux dispositifs d'accompagnement, le soutien à la gestion entrepreneuriale, ainsi que la valorisation des grands chantiers publics - notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics - en tant que moteurs d'emploi direct et indirect.

Les échanges ont également porté sur le renforcement de l'intégration professionnelle à travers l'orientation, la formation continue et l'apprentissage. Une meilleure articulation entre les actions de l'OFPP, de l'ANAPEC, des départements ministériels concernés et du secteur privé a été jugée essentielle pour répondre aux attentes des demandeurs d'emploi, notamment ceux ne disposant pas de diplôme.

Un appel à l'engagement et à la rigueur dans la mise en œuvre de la feuille de route

M. Akhannouch a appelé l'ensemble des départements concernés à intensifier leurs efforts et à respecter les échéances fixées dans la feuille de route, tout en maintenant un haut niveau d'engagement pour garantir la réussite de ce chantier prioritaire. Des indicateurs économiques encourageants accompagnent cette dynamique.

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte économique favorable, marqué par une croissance nationale de 4,8 % au premier trimestre 2025, et la création de 351 000 emplois dans les secteurs non agricoles - soit une progression significative par rapport à la même période de 2024. Le taux de chômage a également connu une baisse de 0,4 point à l'échelle nationale.

Logistique : digitalisation du manifeste de fret pour un écosystème plus performant

Une réforme digitale pour fluidifier le transport de marchandises et renforcer la compétitivité logistique du Maroc

Dans le cadre de sa stratégie de modernisation et de transformation numérique, le Ministère du Transport et de la Logistique a procédé, le mercredi 17 juillet à Rabat, à la signature d'une convention avec la société PortNet, portant sur la digitalisation du Manifeste de Fret. Cette cérémonie, présidée par M. Abdessamad Kayouh, Ministre du Transport et de la Logistique, et M. Omar Hejira, Secrétaire d'État Chargé du Commerce Extérieur, a marqué une étape décisive dans l'évolution du secteur logistique national.

Ce partenariat stratégique vise à activer un portail électronique dédié à la délivrance du Manifeste de Fret, document jusqu'alors établi manuellement par les professionnels du transport. Grâce à cette nouvelle plateforme intégrée à l'écosystème PortNet, les opérateurs pourront désormais obtenir ce document clé en ligne, simplifiant ainsi considérablement les procédures, réduisant les erreurs et améliorant la transparence.

La cérémonie de signature a réuni l'ensemble des acteurs institutionnels et professionnels concernés, notamment l'Agence Nationale des Ports, l'Agence de Développement du Digital, l'Agence Marocaine de Développement de la Logistique, la SNTL, ainsi que des représentants du secteur du transport routier portuaire.

Cette mobilisation collective illustre l'importance stratégique de ce projet, qui s'inscrit dans une dynamique nationale de simplification et de dématérialisation des procédures du commerce extérieur.



Une mobilisation institutionnelle autour de la performance logistique

Vers un transport plus intelligent, fluide et conforme

En mettant en place un cadre numérique sécurisé pour la gestion du manifeste de fret, cette initiative permettra aux différents intervenants de la chaîne logistique d'accéder rapidement et efficacement à ce document indispensable à la traçabilité et à la conformité des flux de marchandises, que ce soit à l'import ou à l'export.

Le manifeste de fret digitalisé devient ainsi un levier de performance et de compétitivité, notamment pour les professionnels du transport pour compte d'autrui, qui bénéficieront d'un accès simplifié, sans déplacements ni démarches manuelles.

Un chantier aligné sur les ambitions du Royaume

Cette convention s'inscrit pleinement dans la feuille de route numérique du ministère du Transport, qui fait de l'innovation un pilier central de la réforme des services publics. Elle répond également aux orientations royales visant à renforcer l'efficacité des services logistiques et à soutenir les ambitions économiques du Royaume.

En alliant leurs efforts, le ministère et PortNet réaffirment leur engagement commun à accompagner la transformation numérique du secteur, en mobilisant les ressources humaines, techniques et réglementaires nécessaires à la réussite de ce chantier prioritaire.



ASMEX 2025 : cap sur l'Afrique, la digitalisation et l'intelligence économique

Une stratégie nationale ambitieuse au service de la compétitivité exportatrice marocaine

La Confédération marocaine des exportateurs (ASMEX) entame l'année 2025 avec une ambition renouvelée : positionner le Maroc en tant que hub africain des exportations, tout en accélérant la transformation digitale et en renforçant l'intelligence économique du tissu exportateur national.

Réunie récemment en Assemblée Générale Ordinaire à Casablanca, l'ASMEX a dévoilé une feuille de route ambitieuse, centrée sur trois axes majeurs : l'intégration africaine via la ZLECAf, la digitalisation du commerce extérieur et le développement de la veille stratégique au service des entreprises marocaines.



L'ASMEX au service d'une compétitivité durable et d'une diplomatie économique affirmée

Compétitivité et résilience dans un contexte mondial instable

Dans son rapport moral pour l'exercice 2024, l'ASMEX a dressé le bilan d'une année marquée par l'engagement, la résilience et l'innovation, face à un environnement mondial instable, entre tensions géopolitiques, volatilité des prix et montée des exigences de durabilité.

Pour accompagner les entreprises, la Confédération a articulé son action autour de trois priorités : Accompagnement à l'international, via des missions B to B ciblées et une présence active sur les marchés porteurs ; renforcement des capacités, avec des formations et webinaires sur les nouvelles exigences réglementaires (normes ESG, ajustement carbone européen, etc.) ; et anticipation des mutations globales, à travers une

Cap sur l'Afrique : la ZLECAf comme levier stratégique

Dans un contexte géoéconomique en mutation, l'ASMEX renforce ses actions dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). L'objectif : consolider la présence marocaine sur les marchés africains, en facilitant l'accès aux financements et en misant sur la complémentarité régionale.

Digitalisation et veille : des outils au service des exportateurs

Parmi les projets structurants pour 2025 figure la refonte de la plateforme "E-xport Morocco", appelée à devenir un véritable hub d'intelligence collective. Cette transformation vise à accompagner les entreprises exportatrices dans leur prise de décision grâce à des outils de veille stratégique, notamment sur les marchés africains.

L'ASMEX ambitionne également d'accélérer la digitalisation des procédures à l'export, en misant sur des partenariats institutionnels et privés pour faciliter les échanges, réduire les coûts logistiques et améliorer la compétitivité des entreprises marocaines.

meilleure intégration de la transition verte et de l'intelligence artificielle dans les stratégies exportatrices.

Une diplomatie économique proactive

L'ASMEX s'est imposée comme un acteur-clé de la diplomatie économique marocaine, plaidant en faveur des intérêts des exportateurs auprès des institutions nationales et internationales. La sensibilisation aux nouvelles normes de durabilité et aux enjeux climatiques est désormais un pilier stratégique de son action.

« La compétitivité à l'export ne repose pas uniquement sur les produits, mais sur notre capacité collective à anticiper, nous adapter et innover », a affirmé M. Sentissi El Idrissi.



Tourisme : extension du programme Go Siyaha pour stimuler l'investissement

Trois nouvelles mesures phares pour renforcer l'impact du programme et soutenir l'emploi local

Le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire a annoncé, dans un communiqué officiel, l'introduction de trois améliorations majeures au programme Go Siyaha, avec pour objectif de stimuler l'investissement dans le tourisme, favoriser l'entrepreneuriat et accélérer la création d'emplois. Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur à partir du 22 juillet 2025.

Suppression du seuil minimum d'investissement

Parmi les mesures phares annoncées figure la suppression du seuil d'investissement minimal de 1 million de dirhams, auparavant exigé pour bénéficier du soutien à l'investissement. Cette ouverture permettra désormais aux projets de plus petite envergure – tels que les coopératives locales, les maisons d'hôtes ou encore les centres d'animation touristique – d'accéder à l'accompagnement financier du programme.

Cette mesure répond à une forte demande des jeunes porteurs de projets innovants, jusqu'ici exclus du dispositif. Elle reflète une volonté d'inclusion et de soutien à l'économie locale et sociale, dans toutes les régions du Royaume.

Soutien étendu aux entreprises touristiques existantes

Initialement dédié aux entreprises nouvellement créées, le volet "appui à l'investissement" est désormais accessible aux entreprises touristiques déjà opérationnelles, dès lors qu'elles souhaitent développer une nouvelle offre d'animation.

Cette évolution vise à mobiliser les infrastructures existantes, à capitaliser sur l'expérience des acteurs du secteur et à favoriser l'émergence rapide de produits touristiques à forte valeur ajoutée, en phase avec les attentes du marché.



Un accompagnement renforcé dès la création pour lever les freins à l'entrepreneuriat touristique

Une assistance technique dès l'amorçage

Autre nouveauté : l'assistance technique du programme est désormais élargie aux entreprises en phase de création. Un soutien précieux est ainsi proposé dès les premières étapes, notamment pour le montage des dossiers financiers, la structuration des projets et la sécurisation des financements.

Cette orientation vise à réduire les obstacles à l'entrée pour les nouveaux entrepreneurs, en leur offrant un accompagnement personnalisé et renforcé.

Une ambition nationale au service des territoires

« Ces évolutions témoignent de notre volonté d'adaptation permanente aux besoins des entrepreneurs », a déclaré

Fatim-Zahra Ammor, ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire, soulignant l'objectif de faire de Go Siyaha un levier d'inclusion régionale et d'innovation touristique.

Avec 1.000 projets déjà accompagnés et un objectif ambitieux de 1.700 entreprises soutenues à l'horizon 2026, Go Siyaha s'inscrit pleinement dans la feuille de route 2023-2026 du tourisme national, visant à diversifier l'offre, dynamiser l'animation touristique et renforcer l'attractivité des destinations marocaines

Office des changes : cap sur l'agilité et la modernité institutionnelle

Vers une réglementation accessible, évolutive et digitalisée

Dans un contexte mondial en mutation, l'Office des changes dévoile sa stratégie 2025-2029, une feuille de route ambitieuse qui marque une véritable rupture avec les logiques technocratiques du passé. Objectif : faire de l'institution un acteur agile, régulateur moderne et partenaire stratégique du développement économique du Maroc.

Refonte réglementaire et ouverture internationale

Au cœur de cette transformation figure la simplification de la réglementation des changes. L'actuelle Instruction générale sera entièrement revue en 2026 afin d'être plus lisible, accessible et conforme aux standards internationaux. Des adaptations ciblées sont également prévues pour faciliter les opérations des Marocains résidant à l'étranger, dans le but de renforcer l'attractivité du territoire pour les investisseurs et d'accompagner les opérateurs nationaux.

Digitalisation et intelligence artificielle au service de la supervision

La stratégie mise fortement sur les outils numériques et l'intelligence artificielle. De la dématérialisation des démarches à l'optimisation du contrôle des flux financiers, l'Office entend passer d'un contrôle classique à une supervision intelligente, prédictive et différenciée selon les risques. Les enjeux liés aux crypto-actifs, à la finance digitale ou encore à la lutte contre le blanchiment sont au cœur des priorités.



Vers une supervision intelligente, prédictive et fondée sur les risques

La donnée, nouvel actif stratégique

L'Office renforce également sa capacité statistique, avec pour ambition de devenir une référence régionale en matière de données économiques fiables et accessibles. La souveraineté informationnelle est désormais un levier de pilotage central, tant pour les autorités publiques que pour les acteurs privés.

Relation usager et excellence de service

L'utilisateur est replacé au centre du dispositif. Interfaces numériques modernisées, services personnalisés pour les MRE, FAQ intelligente enrichie par l'IA : l'objectif est clair, offrir une expérience fluide, transparente et proactive, à la hauteur des standards actuels.

Gouvernance renouvelée et durabilité

La réussite de cette stratégie repose sur une gouvernance renouvelée : coordination interservices, responsabilisation, performance collective, et valorisation du capital humain par la formation et l'amélioration des conditions de travail. L'Office inscrit aussi ses actions dans une logique de durabilité, notamment à travers des achats publics responsables et une gestion sobre des ressources.

Un nouveau visage pour l'administration économique

Cette transformation de l'Office des changes ne se limite pas à une mise à jour technologique. Elle redéfinit en profondeur le rôle de l'institution dans l'écosystème économique marocain. Une mutation qui pourrait bien en faire un modèle régional d'administration moderne, tournée vers l'efficacité, la transparence et l'impact stratégique.



Industrie : les normes techniques au cœur de la compétitivité (FENELEC Meeting Day 2025).

Le Maroc mise sur les normes pour renforcer sa souveraineté industrielle et exporter davantage

Le Maroc poursuit sa stratégie de développement exportateur en misant sur la normalisation électrotechnique comme vecteur de compétitivité. Lors de la 2^e édition du FENELEC Meeting Day, organisée à Casablanca par la Fédération Nationale de l'Électricité, de l'Électronique et des Énergies Renouvelables (FENELEC), le secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, Omar Hejira, a souligné l'importance stratégique de la conformité normative pour renforcer la présence du Maroc à l'international.

Un programme ambitieux pour transformer les exportateurs

Premier secteur exportateur africain, le secteur électrotechnique marocain connaît une croissance soutenue. Pour accompagner cette dynamique, M. Hejira a présenté le programme national "One Stop Shop Export", destiné à appuyer plus de 600 entreprises, dont 400 primo-exportatrices. L'ambition est claire : transformer 400 entreprises non exportatrices en exportateurs réguliers, générer 84 milliards d'euros de chiffre d'affaires additionnel à l'export et créer 76 000 emplois.

Face aux nouvelles exigences internationales, comme l'instauration du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières par l'Union européenne, le secrétaire d'État a mis l'accent sur l'urgence de l'adaptation. « Ce dispositif pourrait devenir une opportunité pour notre industrie si nous agissons rapidement », a-t-il souligné.



Renforcer l'excellence industrielle marocaine à travers la normalisation et la coopération continentale

Vers un secteur électrotechnique structuré et compétitif à l'échelle mondiale

De son côté, Ali El Harti, président de la FENELEC, a rappelé que les normes constituent un véritable passeport pour l'exportation, insistant sur la nécessité de bâtir un écosystème structuré à l'image du secteur automobile. Il a également plaidé pour la création urgente d'un laboratoire national d'essais, afin de faciliter l'accès des produits marocains à des marchés exigeants comme celui des États-Unis.

Youssef Ettazi, directeur général de la Société Régionale Multiservices de Casablanca-Settat, a, quant à lui, mis en avant les besoins en compétences spécialisées, réaffirmant l'engagement de son institution dans le développement régional du secteur.

FENELEC scelle une coopération panafricaine et renouvelle sa gouvernance technique

La journée a été marquée par la signature d'un partenariat stratégique entre la CAFELEC et la FAEN, dans le but de renforcer la coopération entre les secteurs de l'électricité et du numérique à l'échelle africaine. Dix entreprises marocaines se sont également vues remettre des certificats de conformité aux normes marocaines, en reconnaissance de leur engagement pour la qualité.

L'événement, qui a réuni plus de 170 participants issus des secteurs public, privé et technique, s'est clôturé par l'élection du nouveau bureau du Comité Marocain Electrotechnique (COMTELEC), chargé de représenter le Royaume dans les instances internationales de normalisation.

Économie nationale : le Maroc confirme son rôle de moteur régional de croissance et d'innovation

Un écosystème entrepreneurial en pleine mutation, tiré par l'innovation et la propriété intellectuelle

Le dynamisme de l'économie marocaine se confirme avec des indicateurs en nette progression dans la création d'entreprises et le dépôt de brevets, témoignant d'un écosystème entrepreneurial en pleine ébullition. Entre janvier et Mai 2025, pas moins de 48873 nouvelles entreprises ont vu le jour, soit une hausse de 19 % par rapport à la même période l'année précédente, selon les derniers chiffres publiés par l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC).

un tissu entrepreneurial en plein expansion

Entre janvier et mai 2025, 48.873 nouvelles entreprises ont vu le jour au Maroc, soit une progression de 19 % par rapport à la même période en 2024. Cette performance repose sur la croissance de 17 % des personnes morales (34.630 immatriculations) et de 24 % des personnes physiques (14.243 immatriculations).

La région Casablanca-Settat reste en tête pour les créations de sociétés (39,4 %), suivie de Rabat-Salé-Kénitra (13,9 %) et Marrakech-Safi (12,8 %).

Chez les personnes physiques, c'est Tanger-Tétouan-Al Hoceïma qui se distingue (19 %), devant l'Oriental (12,2 %) et Casablanca-Settat (11 %). La région Dakhla-Oued Eddahab enregistre une croissance spectaculaire de 506 %.

Le dynamisme entrepreneurial se reflète également dans la délivrance des certificats négatifs pour les noms commerciaux, en progression de 11 % avec 63.355 documents émis entre janvier et mai 2025. Casablanca-Settat concentre plus du tiers de ces certificats (37,1 %).



Dépôts de titres et innovation : une dynamique économique en marche

Marques : Casablanca en pole position

Côté propriété industrielle, 13.611 demandes d'enregistrement et de renouvellement de marques ont été déposées sur la période. La région de Casablanca-Settat domine largement (54 %), suivie de Rabat-Salé-Kénitra (11 %) et Marrakech-Safi (7,8 %). Les classes les plus prisées concernent les cosmétiques et produits d'entretien (20 %), la distribution et publicité (15 %), ainsi que les produits pharmaceutiques (14 %).

Brevets : les universités en tête

Sur le plan de l'innovation, 1.179 demandes de brevets d'invention ont été enregistrées, dont 154 d'origine marocaine (+32 %)

Les universités se positionnent comme premier déposant national (68 %), devant les entreprises et inventeurs individuels (14 % chacun). Les domaines porteurs sont les produits pharmaceutiques (33 %), la biotechnologie (15 %) et la chimie fine organique (13 %).

Dessins et modèles industriels : un léger recul

Enfin, les dépôts de dessins et modèles industriels s'élèvent à 2.722 unités, en baisse de 6 % par rapport à 2024. La majorité (85 %) émane de déposants marocains, avec une forte concentration à Casablanca-Settat (70 %). Les emballages et récipients pour le transport représentent 46 % des dépôts.

Tourisme : le Maroc franchit un nouveau cap avec des performances records en 2025

Une croissance soutenue des arrivées et des recettes

Le secteur touristique marocain poursuit son essor en 2025, enregistrant des performances sans précédent. À fin juillet, le Royaume a accueilli 11,6 millions de visiteurs internationaux, soit une hausse de 16 % par rapport à la même période de 2024.

Dans le même temps, les recettes touristiques ont atteint 67 milliards de dirhams, en progression de près de 13 %, ce qui représente un gain de 7,5 milliards de dirhams en un an.

Un nouveau record à fin juillet

Le mois de juillet s'est distingué par une performance exceptionnelle, avec 13 milliards de dirhams de recettes, soit une croissance de 26 % par rapport à juillet 2024. Ce résultat confirme l'attractivité croissante du Maroc sur la scène touristique internationale.



Le tourisme, levier stratégique pour la vision 2030

Un secteur à forte valeur ajoutée

Pour Fatim-Zahra Ammor, ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire, ces résultats « témoignent d'un tourisme qui gagne en impact économique. La hausse des arrivées et les investissements dans le produit touristique consolident le positionnement du Maroc comme une destination à haute valeur ajoutée. »

Au-delà de ses performances conjoncturelles, le secteur touristique représente un pilier stratégique de l'économie nationale. Il contribue de manière significative au PIB, assure des recettes en devises essentielles pour l'équilibre de la balance des paiements et constitue l'un des premiers secteurs pourvoyeurs d'emplois directs et indirects, en particulier dans les régions à fort potentiel touristique.

La ministre a souligné que le gouvernement œuvre pour pérenniser cette dynamique, à travers la diversification des produits (tourisme culturel, balnéaire, écologique, rural), la montée en gamme des infrastructures hôtelières, ainsi que la promotion des investissements privés et publics. Cette stratégie vise à renforcer la compétitivité internationale du Maroc et à attirer de nouveaux marchés émetteurs, tout en consolidant la fidélisation des touristes traditionnels.

Le secteur joue également un rôle d'entraînement sur d'autres branches économiques : l'artisanat, le transport, l'agriculture, l'immobilier et les services. Son développement durable contribue donc non seulement à l'attractivité territoriale mais aussi à la création de valeur ajoutée dans l'ensemble de l'économie marocaine.

Projet de Loi de Finances 2026 : quatre priorités majeures qui tracent les contours d'une nouvelle étape

Un projet de loi de finances axé sur l'investissement, l'équité territoriale et la soutenabilité budgétaire

Conformément aux Hautes Orientations Royales, le projet de loi de finances (PLF) 2026 trace les priorités de la prochaine étape du développement national.

Quatre axes majeurs structurent cette vision : accélérer l'essor économique, renforcer l'équilibre entre croissance et justice sociale et territoriale, consolider les fondements de l'État social et poursuivre les réformes structurelles, tout en préservant la soutenabilité des finances publiques.

Relance économique et justice sociale

L'ambition affichée est claire : stimuler une croissance robuste et inclusive. Le PLF 2026 met ainsi l'accent sur la dynamique d'investissement, la consolidation des métiers mondiaux du Maroc et un essor industriel durable destiné à conforter la place du Royaume dans les chaînes de valeur mondiales.

Parallèlement, le projet consacre une attention particulière à la réduction des disparités sociales et régionales, à travers une nouvelle génération de programmes de développement territorial fondés sur la régionalisation avancée, la solidarité interrégionale et la valorisation des spécificités locales.



Renforcer l'action sociale et consolider les équilibres macroéconomiques

Action sociale et durabilité

Sur le plan social, le gouvernement entend renforcer l'efficacité de l'action publique en généralisant le soutien direct, en élargissant la couverture sociale, en favorisant l'accès au logement et en consolidant le pouvoir d'achat des ménages.

La gestion durable des ressources en eau, enjeu stratégique pour l'avenir, figure également parmi les priorités, avec l'adoption de modèles innovants et intégrés de préservation et de valorisation.

Le PLF 2026 confirme par ailleurs la poursuite des réformes structurelles et institutionnelles, notamment à travers la simplification des procédures, la numérisation des services

des services publics et le renforcement de la proximité avec les citoyens, afin de rendre les territoires plus attractifs.

Prévisions macroéconomiques

Sur le plan macroéconomique, les prévisions du gouvernement tablent sur un taux de croissance de 4,5 %, une réduction du déficit budgétaire à 3 % du PIB et une stabilisation du taux d'endettement à 65,8 % du PIB d'ici 2026. Ces objectifs s'inscrivent dans une stratégie visant à garantir la soutenabilité des finances publiques et à renforcer la résilience économique du Royaume.



Veille Economique

Une veille informationnelle au service de l'intelligence territoriale

Cette Veille Économique illustre l'engagement de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de l'Oriental à accompagner les transformations en cours et à éclairer les choix stratégiques des acteurs économiques.

En partageant cette analyse, nous réaffirmons notre volonté de faire de l'information économique un véritable levier de compétitivité et de développement durable au service de notre région et de notre pays.

*Abdelhafid AL JARROUDI
Président de la Chambre de Commerce, d'Industrie
et de Services de l'Oriental*



ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية

غرفة التجارة والصناعة والخدمات للشرق

+٥٤٥٥٤٤ | ٥٥٥٥٤٤ ٨ +٤٤٥٥٤ ٨ ٤٤٤٤٤٤ | ٥٥٥٥٥٥

Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de l'Oriental



Veille Economique

**Une veille informationnelle au service de
l'intelligence territoriale**